

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2005

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2005/9-C/1

20 avril 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – KENYA 10258.1

Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais

Nombre de bénéficiaires	248 450
Durée du projet	24 mois (1er octobre 2005–30 septembre 2007)
Quantité de produits alimentaires	124 809 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	72 174 012
Coût total des produits alimentaires	36 002 426

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale (ODK): M. H. Arthur tél.: 066513-2034

Attachée de liaison principale, OKK: Mme F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Au Kenya, les réfugiés vivent dans des camps situés dans des régions isolées et arides où les possibilités d'activités génératrices de revenu sont rares. Les réfugiés, dont la majorité sont originaires de la Somalie et du Soudan, sont totalement tributaires de l'aide alimentaire du PAM et devraient continuer de dépendre de la distribution d'une ration générale complète pendant la durée de la présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR).

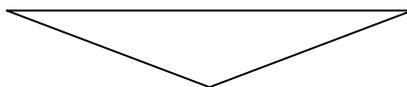
Les besoins de produits alimentaires pour cette IPSR s'élèvent à 124 809 tonnes pour la distribution générale, l'alimentation sélective et l'alimentation scolaire, et les activités vivres pour la création d'actifs dans les communautés d'accueil. Environ 50 pour cent des réfugiés qui prennent livraison des rations sont des femmes. Le PAM établira aux points de distribution une file séparée pour les femmes enceintes et les mères allaitantes afin de réduire le temps d'attente. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) procède chaque année à des opérations de revalidation pour s'assurer de l'exactitude des effectifs de réfugiés enregistrés.

Les programmes d'alimentation scolaire bénéficiant de l'appui du PAM se poursuivront dans les camps de Dadaab et de Kakuma. Ces programmes ont fortement contribué à maintenir le taux de scolarisation des filles qui s'est établi à 30 pour cent en moyenne. Pour supprimer les disparités qui subsistent entre les sexes, le PAM et ses partenaires renforceront les activités de plaidoyer en faveur de la scolarisation des filles. Les récipients vides de produits alimentaires continueront d'être utilisés à l'appui des activités génératrices de revenu destinées aux femmes.

Le PAM continuera de renforcer sa capacité de suivi en se servant d'indicateurs clés pour évaluer les résultats au regard des objectifs définis au titre de la présente IPSR, à savoir: i) maintenir des normes nutritionnelles minimales dans la population de réfugiés; ii) améliorer la nutrition et l'état de santé chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes; iii) augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaires; et iv) améliorer la sécurité alimentaire des communautés d'accueil et réduire l'hostilité entre les communautés d'accueil et les réfugiés.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil d'administration approuve l'IPSR Kenya 10258.1, "Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais" (WFP/EB.A/2005/9-C/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. En 1991, 1992 et 1993, les troubles civils en Éthiopie, en Somalie et dans le sud du Soudan ont entraîné un afflux de réfugiés au Kenya, qui a offert l'asile à 420 000 d'entre eux, dont bon nombre ont par la suite pu rentrer chez eux en Éthiopie et en Somalie. En dépit de l'accord de paix définitif signé entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais, l'instabilité persiste et les réfugiés n'ont pas encore commencé à regagner leurs pays d'origine.
2. En août 2004, un parlement fédéral de transition a été constitué, et un président provisoire élu en Somalie; un premier Ministre et les membres de son cabinet ont été nommés. Le conflit se poursuit toutefois; au moment de l'élaboration de la présente IPSR, le nouveau gouvernement n'avait pas encore pu s'installer à Mogadiscio. Les affrontements avaient provoqué des destructions massives d'infrastructures et l'interruption des services sociaux. La Somalie est régulièrement victime de la sécheresse et les taux de malnutrition sont élevés. Dans ce contexte, un rapatriement général n'est pas envisageable.
3. Les districts du Turkana et du Garissa, qui accueillent les réfugiés, comptent parmi les plus pauvres du pays. Le Turkana, à la frontière avec le sud du Soudan, accueille les réfugiés des camps de Kakuma. Sa population est estimée à 502 000 habitants¹, dont 26 000 vivent à proximité des camps; 59 pour cent d'entre eux n'ont pas accès à une eau potable salubre², et 75 pour cent aux services de santé de base.³ Dans la majorité des zones, le taux global de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est supérieur à 20 pour cent.⁴
4. Les camps de Dadaab se trouvent dans le district du Garissa, à la frontière avec la Somalie. Ce district compte 479 000 habitants⁵, dont 28 000 vivent à proximité des camps; 21 pour cent n'ont pas accès à une eau potable salubre, et 89 pour cent à des services de santé de base. Environ 17 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale, et 4 pour cent d'émaciation. Le Garissa et le Turkana qui ont été touchés par la sécheresse ces dernières années sont retenus en tant que zones prioritaires au titre de l'aide fournie dans le cadre de l'opération d'urgence du PAM, lancée en août 2004.

L'aide antérieure du PAM

5. Le PAM vient en aide aux réfugiés vivant dans des camps au Kenya depuis 1991. Du début de l'intervention jusqu'en septembre 2005, le PAM aura fourni 690 200 tonnes de produits alimentaires, représentant un coût de 380 millions de dollars E.-U. Les quantités totales de produits alimentaires pour le programme actuel sont de 115 333 tonnes, représentant un coût total de 57,5 millions de dollars.

¹ Recensement de la population et de l'habitation au Kenya, 1999.

² La moyenne nationale est de 46 pour cent.

³ La moyenne nationale est de 51 pour cent.

⁴ Oxfam GB, février 2004.

⁵ Recensement de la population et de l'habitation au Kenya, 1999.



Analyse de la situation

6. En décembre 2004, 225 000 réfugiés enregistrés vivaient dans les camps de Kakuma et de Dadaab: 61 pour cent à Dadaab et 39 pour cent à Kakuma. Deux tiers des réfugiés sont des Somaliens, les autres étant pour l'essentiel des Soudanais. À Kakuma, la population compte 41 pour cent de femmes et de filles; à Dadaab, ce chiffre s'élève à 49 pour cent.
7. Les possibilités d'évoluer vers l'autosuffisance sont extrêmement limitées en raison de la politique de maintien dans les camps adoptée par le gouvernement kenyan. Quelques réfugiés se livrent à des activités génératrices de revenu dans les camps mais elles ne sont guère rentables. Les réfugiés sont également soumis à une politique restrictive qui leur interdit de se lancer dans des activités agricoles profitables.
8. La situation nutritionnelle s'est améliorée, mais reste précaire. Le taux de malnutrition aiguë à Kakuma est de 9 pour cent,⁶ contre 14 pour cent en 2003, et la malnutrition sévère serait de 2 pour cent, contre 2,4 pour cent en 2003. À Dadaab, le taux de malnutrition aiguë s'établirait à 7 pour cent, contre 15 pour cent en 2003, et celui de malnutrition sévère à 0,22 pour cent, contre 2,2 pour cent en 2003.⁷
9. Le taux d'anémie est élevé dans les deux camps: selon le Comité international de secours, 95 pour cent des enfants étaient anémiés en 2003, ce chiffre ayant été ramené à 85 pour cent en 2004. À Dadaab, 63 pour cent des enfants souffrent d'anémie.⁸ À titre d'essai, le PAM et le HCR ont fourni du sel à double teneur en fer et enrichi en iode pour réduire le nombre d'enfants anémiés dans les camps.
10. D'après l'enquête conjointe PAM/HCR de consommation alimentaire réalisée en 2004, la quantité de produits alimentaires accessible aux familles de réfugiés se réduisait du fait que 4 pour cent de la ration était échangée contre du combustible, des ustensiles de cuisine, des vêtements, des bidons d'eau, des nattes, du savon et des produits alimentaires complémentaires, qui devraient être fournis par le HCR.
11. Les évaluations récentes du PAM aboutissent aux principales conclusions et recommandations suivantes:
 - le 1er juillet 2004, le PAM a repris la gestion des points de distribution dans les camps. Une évaluation de janvier 2004 a permis de constater l'efficacité du système de distribution et de recommander de ramener de sept à quatre jours la durée des distributions à Kakuma, ce qui a été fait;
 - d'après l'enquête conjointe PAM/HCR de consommation alimentaire, la précarité de la situation nutritionnelle est directement liée à l'échange de produits alimentaires contre des articles non alimentaires et de vivres complémentaires ainsi qu'aux mauvaises pratiques d'hygiène, d'allaitement et de planification familiale. Le HCR a mis en place un programme destiné à promouvoir des pratiques susceptibles d'améliorer la nutrition;
 - à la suite d'une évaluation de la gestion logistique des PLA réalisée à Kakuma en septembre 2003, il a été recommandé de procéder à certains changements d'ordre structurel —renforcement de la clôture et de l'entrée principale du PLA, ce qui a été réalisé. Il a aussi été souligné qu'il importait d'étoffer les effectifs logistiques à Kakuma et d'améliorer leur connaissance du Système d'analyse, de traitement et de

⁶ Pourcentage du taux médian, Comité international de secours, octobre 2004.

⁷ Office allemand de coopération technique (GTZ), juin 2004.

⁸ GTZ, 2004.



suivi du mouvement des produits (COMPAS); une formation sur la nouvelle configuration du système COMPAS est en cours;

- une évaluation du programme d'alimentation scolaire faite en juin et juillet 2003 dans les camps de Dadaab et de Kakuma a montré qu'il fallait améliorer les infrastructures, ce qui est fait, et renforcer la coordination entre partenaires pour garantir une mobilisation suffisante des ressources;
- une évaluation réalisée en juillet 2002 a indiqué que la gestion directe par le PAM des PLA de Dadaab serait plus économique que la sous-traitance à un partenaire d'exécution. En juillet 2003, le PAM a repris la gestion des PLA;
- outre ces évaluations, le programme en faveur des réfugiés PRÉVOIT des contrôles mensuels de suivi après distribution, qui servent à formuler des recommandations;
- la dernière mission d'évaluation conjointe PAM/HCR date de 2002; compte tenu des nombreuses évaluations thématiques réalisées ces dernières années, il n'a pas été jugé nécessaire d'effectuer une nouvelle évaluation conjointe, la prochaine étant prévue pour le milieu de 2006.

Politiques et programmes mis en place par le gouvernement

12. Le Ministère de l'intérieur et du patrimoine national coordonne l'opération en faveur des réfugiés. Il assure la liaison avec le bureau du Président en ce qui concerne les questions de politique générale et de sécurité.
13. Le Parlement devrait prochainement adopter la Loi sur les réfugiés au Kenya élaborée par le Ministère de l'intérieur et du patrimoine national avec le HCR, ce qui améliorera la liberté de mouvement des réfugiés au Kenya et leur accès à l'emploi.

STRATEGIE DU PAM

Besoins des bénéficiaires

14. Les conclusions de l'enquête conjointe de consommation alimentaire ont confirmé celles d'études antérieures indiquant que 90 pour cent des réfugiés sont totalement dépendants de l'aide extérieure.⁹ Les produits alimentaires du PAM servent avant tout à la consommation, comme le montrent régulièrement les rapports de suivi après livraison, mais sont aussi échangés contre des articles non alimentaires et des produits frais, ce qui diminue la quantité disponible pour les familles et entraîne des pénuries, parfois de plusieurs jours, entre les distributions.
15. Dans les camps, les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes représentent les groupes les plus vulnérables. Comme le souligne l'enquête conjointe de consommation alimentaire, ces groupes sont particulièrement sensibles aux modifications de l'assortiment alimentaire, à la vente et à l'échange de produits alimentaires ainsi qu'aux mauvaises pratiques d'hygiène, d'allaitement et de planification familiale. Le PAM offre un filet de protection aux réfugiés qui, d'après les critères nutritionnels PAM/HCR, ont besoin d'un apport supplémentaire et d'une alimentation thérapeutique sous surveillance médicale.

⁹ Missions d'évaluation conjointe des besoins alimentaires de 1996, 1997, 1999 et 2002; évaluation conjointe HCR/PAM de 1999.



16. L'enquête conjointe de consommation alimentaire a montré qu'il fallait poursuivre le programme d'alimentation scolaire qui consiste à fournir quotidiennement une bouillie d'aliments composés dans les écoles. Ce programme permet de supprimer la faim immédiate, d'améliorer la concentration et d'inciter les enfants à ne pas quitter l'école.
17. Les enquêtes nutritionnelles indiquent régulièrement que la situation nutritionnelle de la population locale est pire que celle des réfugiés. Les communautés d'accueil dépendent en grande partie des camps en ce qui concerne l'eau, les soins de santé et l'éducation. Les conflits sont nombreux entre les deux groupes; en juin 2003, ils ont fait 13 victimes, principalement parmi les réfugiés. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atténuer l'hostilité, le PAM a mis en œuvre des activités vivres pour la création d'actifs (VCA) dans les communautés d'accueil.

Rôle de l'aide alimentaire

18. Les réfugiés ont encore besoin de l'aide pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels. Compte tenu de la précarité de leur situation nutritionnelle, des aliments composés enrichis sont inclus dans la ration générale et dans les programmes d'alimentation sélective. Dans le cadre d'activités VCA, une aide alimentaire ciblée sera fournie aux familles les plus vulnérables dans les communautés d'accueil.

Approches à la base du programme

19. L'aide sera apportée aux réfugiés par voie de distributions générales tous les 15 jours ainsi que dans le cadre de programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique et d'activités d'alimentation scolaire. Les activités VCA seront ciblées sur la population d'accueil.
20. L'IPSR 10258.1 sera mise en œuvre conformément aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes (2003–2007). Le projet entend:
 - répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes et des mères allaitantes réfugiées et les sensibiliser davantage aux questions de santé et de nutrition par le biais du programme d'alimentation sélective;
 - permettre aux fillettes réfugiées d'aller à l'école grâce à l'alimentation scolaire et à une action menée auprès des parents pour les encourager à scolariser leurs filles;
 - s'assurer que les femmes des communautés d'accueil bénéficient des activités VCA dans des conditions d'égalité;
 - contribuer à ce que les femmes réfugiées aient le contrôle des produits en assurant leur sécurité aux points de distribution;
 - s'assurer que les femmes réfugiées participent dans des conditions d'égalité aux comités chargés de la distribution des vivres en les encourageant à y participer et en leur donnant la formation nécessaire pour en devenir membres;
 - contribuer à instaurer un environnement permettant de prendre en compte le rôle important des femmes dans la sécurité alimentaire des ménages et d'encourager hommes et femmes à supprimer les disparités entre les sexes par le biais des comités chargés de la distribution des produits alimentaires;
 - progresser vers l'égalité entre les sexes en assurant l'équilibre hommes-femmes dans le recrutement.



Évaluation des risques

21. Les femmes réfugiées qui s'aventurent hors des camps –pour aller chercher du bois de chauffe, par exemple– ne sont toujours pas à l'abri de l'insécurité. Compte tenu du nombre important d'hommes jeunes oisifs, les femmes continuent à courir des risques.
22. La filière d'approvisionnement des réfugiés s'est améliorée en 2003 et en 2004. Toutefois, il est encore difficile de fournir des rations complètes car les nombreuses interventions d'urgence menées ailleurs pèsent lourd sur les ressources des donateurs.
23. Les routes d'accès aux camps ne cessent de se dégrader, ce qui fait peser une grave menace sur la sécurité alimentaire et la santé. Il est impératif de les remettre en état afin que les camps soient accessibles toute l'année. Après en avoir discuté avec le gouvernement, le PAM a inscrit à cette fin un montant de 760 000 dollars au titre des frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM). L'idéal serait de prépositionner des vivres avant la saison des pluies mais pour cela, il faut que les produits soient disponibles à temps.

Objectifs

24. Les objectifs de l'aide du PAM sont les suivants:
 - maintenir des normes nutritionnelles et alimentaires minimales dans la population de réfugiés par le biais d'une distribution générale de vivres (Priorité stratégique 1 [PS]);
 - améliorer la nutrition et l'état de santé des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes par le biais de programmes d'alimentation sélective (PS 3);
 - augmenter le taux d'inscription et de fréquentation scolaires par le biais de l'alimentation scolaire (PS 4);
 - améliorer la sécurité alimentaire des ménages par le biais de la création d'actifs communautaires (PS 2).

PLAN D'EXECUTION

25. Les composantes du programme de cette IPSR sont les suivantes:
 - une distribution générale de vivres dans les camps de réfugiés;
 - des programmes d'alimentation sélective destinés aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes;
 - des programmes d'alimentation scolaire pour satisfaire les besoins énergétiques supplémentaires des enfants en âge d'aller à l'école primaire et pour les inciter à y aller, notamment les filles;
 - des activités VCA dans la communauté d'accueil.



Bénéficiaires

26. Le tableau suivant présente les effectifs de réfugiés ayant besoin d'une aide alimentaire au titre de la présente IPSR tels que projetés pour la période 2005–2007.

TABLEAU 1: ESTIMATIONS DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES									
Année	Chiffres de planification Kakuma			Chiffres de planification Dadaab			Total		
	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total
Réfugiés enregistrés									
2005–2006	39 307	56 564	95 871	72 351	75 304	147 654	111 658	131 867	243 525
2006–2007	41 313	59 450	100 763	74 780	77 832	152 612	116 093	137 282	253 375
Moyenne	40 310	58 007	98 317	73 565	76 568	150 133	113 875	134 575	248 450
Alimentation complémentaire	4 448	672	5 120	7 480	1 020	8 500	11 928	1 692	13 620
Alimentation thérapeutique	73	110	183	204	213	417	277	323	600
Total alimentation sélective	4 521	782	5 303	7 684	1 233	8 917	12 205	2 015	14 220
Alimentation scolaire	7 000	18 000	25 000	14 000	21 000	35 000	22 250	37 750	60 000
Création d'actifs	9 278	6 188	15 466	3 224	7 524	10 748	12 502	13 712	26 214

Composantes du programme

⇒ *Première activité: Distribution générale de vivres dans les camps*

27. Environ 248 450 réfugiés recevront une aide alimentaire du PAM dans le cadre de cette activité. Le chiffre de planification tient compte des nouveaux arrivants en provenance des pays voisins, des taux de natalité et de mortalité, et de l'installation ou du rapatriement des réfugiés. L'accord de paix définitif signé entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais favorisera à terme le rapatriement des réfugiés soudanais qui ont trouvé asile dans les pays voisins. Toutefois, dans les premiers mois de 2005, le nombre d'arrivants dans le camp de Kakuma en provenance du sud du Soudan était le quintuple du chiffre correspondant à la moyenne mensuelle de 2004. Le processus de rapatriement devrait être lent en 2005 et 2006 en raison du manque d'infrastructures et de services de base, tels que logements, écoles et services de santé, ainsi que de l'insuffisance des opérations de déminage. On ne s'attend guère à ce qu'un grand nombre de réfugiés regagnent leur pays avant 2007 au moins. Un retour prématuré dans le sud du Soudan risque d'entraîner un nouvel afflux de réfugiés, plus nombreux, à Kakuma si les rapatriés ne peuvent avoir accès à des services adéquats. De nouveaux arrivants en provenance de la Somalie continuent à se présenter dans les camps de Dadaab; du fait de la persistance de l'insécurité, leur nombre a augmenté début 2004. Des opérations de revalidation sont régulièrement effectuées dans les camps. Tous les réfugiés enregistrés dans les camps reçoivent un assortiment alimentaire complet.



⇒ *Deuxième activité: Programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique dans les camps*

28. Le nombre de réfugiés ciblés chaque année par les interventions d'alimentation complémentaire et thérapeutique est de 14 220. Le programme d'alimentation complémentaire s'adressera aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée dont le rapport poids/taille n'atteint que 70 à 80 pour cent du rapport médian; les enfants dont ce rapport est inférieur à 70 pour cent bénéficieront du programme thérapeutique. Les femmes enceintes recevront une alimentation complémentaire dès le sixième mois de leur grossesse et pendant les six premiers mois de l'allaitement. Le programme d'alimentation complémentaire bénéficie à 13 620 personnes, dont 10 500 femmes enceintes et mères allaitantes.

⇒ *Troisième activité: Programmes d'alimentation scolaire dans les camps*

29. À l'heure actuelle, 47 000 enfants, dont 31 pour cent de filles, fréquentent les écoles primaires et secondaires des camps. De nouvelles salles de classe sont en construction, le PAM espérant porter le nombre d'élèves à 60 000 d'ici à deux ans. Grâce au programme d'alimentation scolaire, le taux d'inscription a augmenté et la fréquentation scolaire s'est régularisée, encore qu'un écart subsiste entre filles et garçons. Afin d'améliorer le taux d'inscription et de fréquentation scolaires des filles, on étudiera la possibilité de leur distribuer des rations alimentaires à emporter.

⇒ *Quatrième activité: VCA dans la communauté d'accueil*

30. Au titre de la présente IPSR, des activités de création d'actifs continueront à être proposées dans la communauté d'accueil pour offrir des emplois temporaires à 4 370 personnes aptes au travail. Chaque participant à ces activités recevra une ration familiale pour six personnes; 26 000 personnes bénéficieront ainsi directement de l'aide alimentaire du PAM. Les activités VCA continueront à porter sur la création d'actifs tels que la construction de cuves à eau et la remise en état des réseaux d'irrigation, ce qui permettra de réduire la distance que les femmes et les adolescentes ont à parcourir pour aller chercher de l'eau.

Taille et distribution des rations

31. Le tableau ci-dessous présente la ration quotidienne par personne fournie dans le cadre de la distribution générale, des programmes d'alimentation complémentaire, thérapeutique et scolaire, ainsi que des activités VCA.



TABEAU 2: RATION ALIMENTAIRE JOURNALIÈRE (grammes)					
Produits alimentaires	Ration générale	Alimentation complémentaire	Alimentation thérapeutique	Alimentation scolaire	Activités VCA*
Farine de blé	220				
Maïs	235				3 000
Légumineuses	60				500
Huile végétale	25	25	70		500
Aliments composés	40	250	100	70	
Sel iodé	5			5	
Sucre	ND	20	50		
Produits frais**	50				

* Il s'agit d'une ration familiale pour six personnes.

** Fournis par le HCR, comme recommandé par la mission d'évaluation conjointe de 2002.

Distribution de la ration générale dans les camps

32. La ration générale distribuée dans les camps est de 585 grammes. L'assortiment alimentaire apporte 2 167 kilocalories et 69 grammes de protéines par personne et par jour. Le PAM s'efforcera de fournir de la farine de blé enrichie en vitamine et de l'huile végétale. Compte tenu de la gravité de la situation nutritionnelle dans les camps, une ration quotidienne d'aliments composés continuera à être fournie.

⇒ Exécution

33. Les distributions de rations générales sont effectuées tous les quinze jours, ce qui est préféré aux distributions mensuelles qui posent des problèmes d'entreposage des vivres, représentent un risque plus élevé en matière de sécurité et risquent davantage d'être vendues pour obtenir des articles non alimentaires.

34. Les points de distribution finale (PDF) des camps de réfugiés de Kakuma et de Dadaab sont gérés par le PAM, par le biais de ses partenaires d'exécution: la Fédération luthérienne mondiale à Kakuma et la Société coopérative pour l'aide au monde entier à Dadaab. Les réfugiés sont filtrés à l'entrée du centre de distribution pour vérifier leur carte par rapport aux données du HCR. Les rations alimentaires sont servies à l'aide de pelles-versoirs jaugées au préalable et sont vérifiées sur des balances aux points de sortie. Des réfugiés distribuent les aliments aux représentants des ménages.

35. Les comités consultatifs pour l'aide alimentaire se composent de représentants du PAM, du HCR, du partenaire d'exécution et des dirigeants des réfugiés; 50 pour cent des membres sont des femmes réfugiées.¹⁰ Les comités se réunissent avant chaque cycle de distribution. Au cours de ces réunions, les dirigeants sont informés de la composition et de la taille de l'assortiment alimentaire, et font circuler l'information auprès des réfugiés par voie, par exemple, d'affiches représentant la composition et le nombre de pelles-versoirs par famille, qui sont apposées sur les PDF.

¹⁰ Étude conjointe HCR/PAM sur la problématique hommes-femmes: camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma au Kenya, mai 2002.



36. Le PAM a pour politique d'encourager les femmes à prendre livraison des rations afin de favoriser la gestion des vivres par elles. Selon les rapports de suivi après livraison, les coûts d'opportunité sont élevés car les femmes doivent emmener les jeunes enfants avec elles aux PDF ou prendre d'autres dispositions pour les faire garder. Elles peuvent toutefois déléguer quelqu'un. Selon les rapports de suivi après livraison, ce sont les femmes qui, dans la majorité des cas, gèrent les vivres dans le ménage.
37. Le PAM est directement responsable des initiatives éducatives ayant trait au VIH/sida (réalisation de posters par les élèves ou d'une vidéo par les troupes de théâtre montées dans les camps). Il a également fourni des ressources aux responsables du Ministère de l'éducation pour apprendre au personnel enseignant à intégrer des activités de sensibilisation au VIH/sida dans leurs programmes. Ces activités se déroulent dans les écoles et dans les dispensaires. Des laboratoires de dépistage et des services de conseils gratuits sont déjà disponibles dans les deux camps, et devraient être aussi bientôt mis en place aux points de distribution. Dans le cadre du programme d'alimentation complémentaire, les réfugiés séropositifs peuvent recevoir une ration plus énergétique.

Alimentation scolaire

38. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM, les enfants fréquentant les écoles primaires et secondaires des camps de Dadaab et de Kakuma continueront à recevoir 70 grammes de bouillie et 5 grammes de sel iodé par jour, soit un apport supplémentaire de 266 kilocalories et de 13 grammes de protéines par enfant et par jour.

⇒ Exécution

39. Le PAM et le HCR sont conjointement responsables de la gestion des programmes d'administration de l'alimentation scolaire dans les camps, en collaboration avec un partenaire d'exécution. Le PAM continuera à assurer l'approvisionnement en produits alimentaires et le HCR se chargera de fournir l'eau et le bois de chauffe. La bouillie, qui sera préparée par des parents ayant passé une visite médicale avant d'être chargés de cette tâche, sera servie dans les écoles en début de matinée car de nombreux enfants ne prennent pas de petit-déjeuner. La fréquentation moyenne est de 20 jours par mois durant neuf mois de l'année.

Programmes d'alimentation sélective

40. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique se poursuivront dans les camps pour répondre aux besoins nutritionnels des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Les réfugiés séropositifs peuvent également bénéficier de ces programmes sur recommandation d'une organisation non gouvernementale, mais ils sont peu nombreux à en profiter par peur de l'opprobre. Les rations distribuées au titre du programme d'alimentation complémentaire fournissent 1 250 kilocalories et 45 grammes de protéines par personne et par jour et celles qui le sont au titre du programme d'alimentation thérapeutique apportent 1 200 kilocalories et 18 grammes de protéines par personne et par jour.

⇒ Exécution

41. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique sont exécutés par les partenaires de santé dans les hôpitaux et les dispensaires, sous la supervision du HCR. Les rations thérapeutiques sont fournies aux patients hospitalisés. Les activités de



sensibilisation des communautés, qui expliquent aux personnes s'occupant d'enfants comment détecter la malnutrition, sont une composante importante de ce programme.

Activités VCA dans les communautés d'accueil

42. Dans le cadre des activités VCA, une ration quotidienne de 4 kilogrammes sera distribuée à chaque travailleur, soit une ration pour une famille de six personnes représentant 1 107 kilocalories et 27 grammes de protéines par personne et par jour, ce qui correspond à la taille de la famille incluse dans les activités de préparation en cas de catastrophe intégrées au programme de pays du Kenya.

⇒ Exécution

43. Les activités VCA se poursuivront dans les communautés d'accueil des alentours de Kakuma et seront introduites à Dadaab. Les directives, le type de ration quotidienne fournie à titre de rémunération et les normes de travail qui ont été préparées par le bureau de pays pour la composante VCA de l'opération d'urgence 10085.01 serviront aussi pour l'IPSR. Dans le cadre des activités VCA des deux prochaines années, le PAM continuera à fournir des produits alimentaires et de l'argent pour l'achat d'articles non alimentaires; pendant ces deux années, 4 370 personnes devraient travailler 150 jours dans les communautés autour des camps.

Arrangements institutionnels et choix des partenaires

44. Le gouvernement assure la coordination des questions concernant les réfugiés par le biais du Ministère de l'intérieur et du patrimoine national; il est également responsable, en collaboration avec le HCR, du filtrage, de l'enregistrement et de la revalidation des droits des réfugiés. À Nairobi, le ministère transmet au Ministère des finances, pour le compte du PAM, les demandes d'exonération des droits frappant les produits alimentaires et le matériel logistique. Dans les camps, la police continue d'assurer la sécurité de l'intervention en faveur des réfugiés.
45. La Société coopérative pour l'aide au monde entier et la Fédération luthérienne mondiale sont les principaux partenaires opérationnels du PAM dans les camps, et sont responsables de la distribution des vivres aux PDF. L'Office allemand de coopération technique (GTZ) et le Comité international de secours fournissent des services de santé et assurent la distribution des vivres du PAM au titre des programmes d'alimentation sélective. Dans les deux camps, le PAM et GTZ œuvrent ensemble pour développer le projet de potagers en sous-étages qui procure des produits frais aux familles les plus pauvres.
46. Des réunions régulières de coordination de l'aide alimentaire, auxquelles participent le PAM, le HCR, les partenaires opérationnels et les donateurs, se tiennent à Nairobi. À l'échelle des camps, les comités consultatifs pour l'aide alimentaire, qui se composent de représentants du PAM, du HCR, des partenaires opérationnels et des réfugiés, mettent en commun les renseignements dont ils disposent sur l'acheminement des vivres et l'assortiment alimentaire; ils s'occupent également d'autres questions ayant trait à l'aide alimentaire.
47. Dans les camps, le programme d'alimentation scolaire continuera à être exécuté par la Fédération luthérienne mondiale à Kakuma et par la Société coopérative pour l'aide au monde entier à Dadaab. Le PAM mettra de nouveau à leur disposition sa longue expérience de la mise en oeuvre et du suivi de tels programmes. En 2004, le PAM et le HCR ont construit conjointement des cuisines et des magasins d'entreposage pour



améliorer la qualité du programme. Le PAM fournira des boîtes de conserve vides pour construire des salles de classe et des latrines.

48. À Kakuma, la mise en oeuvre des activités VCA a été confiée au Projet de réhabilitation du Turkana —Division opérationnelle du Ministère de l'eau— à l'issue d'un processus d'appel d'offres géré par le groupe directeur du district à Lodwar et présidé par le commissaire de district.

Renforcement des capacités

49. En 2003 et en 2004, des activités de formation ont été consacrées: i) aux directives relatives à l'alimentation scolaire et aux conclusions de l'évaluation de l'alimentation scolaire effectuée en juillet 2003; ii) aux techniques d'entretien pour le suivi après distribution et aux listes de contrôle utilisées pour les programmes d'alimentation scolaire, et iii) aux directives sur la mise en oeuvre des activités VCA. Des formations complémentaires seront organisées sur les questions suivantes:
- cadres de référence pour la problématique hommes-femmes: recommandations de l'étude PAM/HCR sur les Engagements renforcés en faveur des femmes d'août 2004;
 - outils de suivi: formation complémentaire sur les techniques d'entretien pour le suivi après distribution;
 - outils de planification: examen de la mise en oeuvre des recommandations de la mission interne relative aux PDF et du plan d'action conjoint.
50. Le PAM a commencé à former les membres des comités consultatifs pour l'aide alimentaire au rôle qu'ils assument; une session a été récemment consacrée à l'importance de la prise des décisions par les femmes. D'autres sessions sont prévues.

Besoins de produits alimentaires

51. Les besoins alimentaires pour l'IPSR 10258.1 se chiffrent à 124 809 tonnes —106 101 tonnes pour la ration générale, 2 933 tonnes pour l'alimentation complémentaire, 96 tonnes pour l'alimentation thérapeutique, 1 620 tonnes pour l'alimentation scolaire, 2 621 tonnes pour les activités VCA, et 11 438 tonnes pour une réserve d'urgence destinée à faire face à tout afflux inattendu de réfugiés. Une allocation de biscuits à forte teneur énergétique est incluse dans le total afin de pouvoir fournir une ration aux réfugiés somaliens en transit. Le tableau ci-après présente les quantités totales requises au titre de l'IPSR 10258.1.



TABLEAU 3: QUANTITÉS TOTALES REQUISES (tonnes)

Produits alimentaires	Ration générale	Alimentation complémentaire	Alimentation thérapeutique	Alimentation scolaire	VCA	Total partiel	Réserve d'urgence	Total
Farine de blé	39 901					39 901	3 990	43 891
Maïs en grain	42 622				1 965	44 587	4 460	49 047
Légumineuses	10 882				328	11 210	1 121	12 331
Huile végétale	4 534	249	30		328	5 141	514	5 655
Aliments composés	7 255	2 486	44	1 512		11 297	1 129	12 426
Sel iodé	907			108		1 015	101	1 116
Sucre		198	22			220	23	243
Biscuits à forte teneur énergétique							100	100
Total	106 101	2 933	96	1 620	2 621	113 371	11 438	124 809

Dispositifs logistiques

52. Les frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) correspondant à cette intervention sont de 120 dollars par tonne, contre 119 dollars au titre de l'IPSR 10258.0. L'augmentation est due principalement à la hausse des prix mondiaux du carburant. Les coûts de TTEM et de gestion des PLA et des PDF sont inclus dans les TTEM; il seront suivis et revus si nécessaire.

Achats de produits alimentaires sur place

53. Fin 2004, 13 215 tonnes de maïs, 1 381 tonnes de légumineuses, 200 tonnes de sel et 430 tonnes d'aliments composés ont été achetés sur place dans le cadre de l'IPSR 10258.0 en cours. Les achats seront poursuivis sur place au Kenya sous réserve des disponibilités sous forme de dons en espèces, et de produits alimentaires à des prix compétitifs sur les marchés locaux.

Suivi et évaluation

54. Le bureau du PAM au Kenya suivra les résultats obtenus au regard des objectifs à l'aide des indicateurs clés indiqués dans le cadre logique. Le mécanisme consiste à procéder: i) au suivi des distributions alimentaires par le personnel du PAM affecté à cette tâche; ii) au suivi après distribution effectué tous les mois par le PAM et ses partenaires; iii) au suivi du mouvement des produits grâce au système COMPAS; et iv) à des enquêtes nutritionnelles réalisées par les partenaires d'exécution. Un examen interinstitutions de l'exécution du programme est prévu tous les ans pour évaluer les progrès et faciliter la planification conjointe.

55. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation conjointe de 2002 et de la vérification interne de 2001, des directives de suivi, des listes de contrôle et une base de données normalisées ont été élaborées à l'intention des contrôleurs de l'aide alimentaire dans les camps. Un système de suivi après distribution de l'impact des produits fournis au niveau des ménages a été élaboré et mis en oeuvre.



56. Le suivi après distribution se fait tous les mois; un rapport fondé sur un échantillon de 600 ménages est publié chaque trimestre. Ce suivi fournit de précieuses informations sur les modes de consommation alimentaire, l'utilisation de l'aide, les mécanismes de survie utilisés pour compléter l'aide alimentaire, les coûts d'opportunité liés à la prise de livraison des rations par les femmes et les marchés alimentaires. Les résultats sont intégrés à une base de données et analysés en vue de formuler des recommandations pour le programme. La base de données devrait être enrichie en 2005; une formation complémentaire aux techniques d'entretien sera également organisée.
57. L'unité chargée de la logistique assure le suivi du mouvement des produits à l'aide de son système COMPAS, depuis les engagements des donateurs jusqu'à la distribution des vivres dans les camps.
58. Les institutions à vocation sanitaire effectuent tous les ans des enquêtes nutritionnelles sous la supervision du HCR et avec la participation du PAM. La malnutrition est évaluée en fonction du rapport poids/taille. Les données permettent au PAM de faire rapport sur des questions telles que la prévalence de la malnutrition aiguë chez les bénéficiaires, les taux d'anémie et le taux brut de mortalité parmi les réfugiés (voir annexe III).

Mesures de sécurité

59. Les camps de Kakuma et de Dadaab se situent dans les zones dites de sécurité phase III; une autorisation des Nations Unies est requise pour s'y rendre. Le HCR et le PAM continueront de veiller à ce que:
- la police locale mène des patrouilles dans les camps et dans les bâtiments, et escorte le personnel humanitaire;
 - les camps soient bien éclairés, bénéficient de l'électricité sans discontinuité et soient protégés par des clôtures;
 - le personnel compétent des Nations Unies évalue régulièrement la situation en matière de sécurité.¹¹
60. Le PAM a pris des mesures pour:
- assurer aux membres du personnel du PAM une formation de sensibilisation aux problèmes de sécurité;
 - adhérer aux normes minimales de sécurité opérationnelle;
 - mettre à la disposition du personnel du PAM du matériel spécialisé tel que des radios portables et des radios Codan pour les véhicules;
 - faire en sorte que le personnel du PAM réside dans le bâtiment principal des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

Stratégie de retrait

61. L'accord de paix signé en janvier 2005 au Soudan a ouvert la voie d'un éventuel rapatriement des réfugiés soudanais hébergés dans le camp de Kakuma. Le PAM remettra aux réfugiés qui regagneront leur pays un colis de produits alimentaires dont la composition sera déterminée au moment du rapatriement, compte tenu des programmes d'aide alimentaire en vigueur au Soudan ainsi que du calendrier du cycle agricole.

¹¹ Un consultant du PAM a évalué les camps de Dadaab et de Kakuma en décembre 2003; un conseiller régional de la sécurité du PAM a visité les deux camps en août 2004.



62. La sécurité ne s'est guère améliorée en Somalie: à plusieurs reprises en 2003 et en 2004, les hostilités ont entraîné un afflux de plusieurs milliers de Somaliens au Kenya. De réels progrès politiques ont été observés depuis l'élection d'un parlement et d'un président de transition, mais le fonctionnement de l'État n'est pas encore rétabli.
63. En dépit de l'évolution politique, la situation reste incertaine dans les deux pays, mais si les conditions évoluent de manière à permettre le rapatriement des réfugiés, l'IPSR sera revue en conséquence.
64. Le PAM continuera d'appuyer les activités d'alimentation scolaire et de création de sources de revenus notamment, afin de préparer les réfugiés à leur retour éventuel et à leur réinsertion.

Plans d'urgence

65. Le bureau du PAM au Kenya dispose d'un plan d'urgence actualisé pour faire face à l'afflux éventuel de réfugiés dû au conflit dans le sud de la Somalie. Ce plan envisage divers scénarios, du plus au moins probable, et inclut des dispositifs d'aide alimentaire, de logistique et de distribution.
66. Dans le cadre du plan d'urgence prévu pour le départ des réfugiés soudanais du camp de Kakuma, le rôle du bureau du PAM au Kenya est de veiller à ce que les réfugiés aient de quoi se nourrir pendant la période initiale de réinstallation et leur fournira, à cet effet, un colis de tous les produits qui font partie de l'assortiment alimentaire destiné aux réfugiés. Le bureau travaillera en collaboration avec des collègues dans le sud du Soudan pour garantir l'apport d'un soutien complémentaire.
67. Une réserve d'urgence de 10 pour cent est intégrée dans l'IPSR pour couvrir les besoins alimentaires en cas d'arrivée inattendue de demandeurs d'asile. Le budget prévoit l'achat de 100 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique pour pouvoir offrir une aide temporaire dans cette éventualité.

Mécanisme d'approbation

68. Le directeur de pays du PAM et le gouvernement signeront une lettre d'entente se rapportant à l'IPSR prévue.

RECOMMANDATION

69. Le Conseil d'administration est invité à approuver l'IPSR 10258.1 conçue pour venir en aide à 248 450 réfugiés en moyenne, dont 45 pour cent de femmes et 55 pour cent d'hommes, du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2007. Le coût des produits alimentaires s'élève à 36 millions de dollars et le coût pour le PAM à 72 millions de dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM *			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits *	49 045	170	8 337 650
– Maïs	43 891	291	12 772 281
– Farine de blé	12 331	389	4 796 759
– Légumineuses	5 655	1 070	6 050 850
– Huile végétale	12 427	302	3 752 954
– Mélange maïs-soja	1 116	62	69 192
– Sel	243	380	92 340
– Sucre	100	1 304	130 400
Total, produits	124 808		36 002 426
Transport extérieur			9 947 129
Total partiel des TIEM			14 920 916
Total, TTEM			14 920 916
Autres coûts opérationnels directs			111 170
Total, coûts opérationnels directs			60 981 641
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			
Total, coûts d'appui directs			6 470 707
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent)			4 721 664
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM			72 174 012
* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme de produits et les quantités peuvent varier en fonction des disponibilités des produits.			



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Personnel	
Administrateurs internationaux	2 663 200
Administrateurs nationaux	420 000
Personnel national des services généraux	1 410 000
Heures supplémentaires	14 400
Primes d'incitation	361 482
Consultants internationaux	43 280
Consultants nationaux	25 520
Volontaires des Nations Unies	0
Voyages officiels du personnel	175 961
Formation et développement du personnel	121 500
Total partiel	5 235 343
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	183 882
Services collectifs	7 200
Fournitures de bureau	69 780
Communications et services TI	208 122
Assurance	71 820
Réparation et entretien du matériel	2 800
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	87 840
Services des organisations des Nations Unies (part revenant au PAM du coût commun des Nations Unies à Nairobi)	84 360
Autres dépenses de bureau	180 560
Total partiel	896 364
Matériel et autres frais fixes	
Mobilier, outils et matériel	40 000
Véhicules	120 000
Matériel TC/TI	179 000
Total partiel	339 000
Autres outils, matériel et équipement	
Unités de stockage mobiles	
Transformation des produits alimentaires	
Pelles-versoirs	
Total partiel	
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 470 707



ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p>Priorité stratégique 1: Sauver des vies dans des situations de crise.</p> <p>Objectif de l'IPSR: Maintenir des normes nutritionnelles minimales parmi les réfugiés.</p>			
<p>Premier résultat escompté: Réduction et stabilisation du taux de malnutrition aiguë chez les bénéficiaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (par sexe et par nationalité) évaluée en fonction du rapport poids/taille. 	Enquêtes nutritionnelles annuelles.	<p>Les taux de malnutrition sont liés à la fourniture de produits alimentaires et d'articles non alimentaires. Pour réduire ces taux, produits et articles doivent être fournis en quantités suffisantes.</p> <p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>
<p>Deuxième résultat escompté: Réduction ou stabilisation du taux brut de mortalité dans la population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux brut de mortalité par sexe. ➤ Taux brut de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. 	Enquêtes nutritionnelles annuelles.	<p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>
<p>Troisième résultat escompté: 248 450 victimes de l'insécurité alimentaire auront un meilleur accès aux vivres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de vivres distribuée par catégorie de projet, par type de produit et par mois. ➤ Nombre de personnes, par sexe et par âge, bénéficiant de l'aide alimentaire du PAM. ➤ Nombre d'interruptions dans la filière au cours d'une année. 	<p>Rapports des distributions effectuées tous les quinze jours.</p> <p>Rapport sur la filière des produits.</p>	<p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>





ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
Activités: <ul style="list-style-type: none">➤ Maintien d'une forte mobilisation des ressources. Maintien d'une gestion collective de la filière des produits et éviter les ruptures d'approvisionnement.➤ Élaboration et maintien de prévisions stratégiques concernant la filière.➤ Distributions alimentaires tous les quinze jours.			
Priorité stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance dans les			

ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p>situations de crise et renforcer la résistance aux chocs.</p> <p>Objectif de l'IPSR:</p> <p>Améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés d'accueil; atténuer les conflits entre les deux communautés.</p>			
<p>Premier résultat escompté:</p> <p>Amélioration de la sécurité alimentaire dans les communautés d'accueil.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans évaluée en fonction du rapport poids/taille. ➤ Part des dépenses du ménage consacrée à l'alimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Enquêtes nutritionnelles annuelles. ➤ Enquêtes auprès des ménages. 	<p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>
<p>Deuxième résultat escompté:</p> <p>Participation de 26 214 bénéficiaires ciblés aux activités VCA.</p> <p>Création de 40 actifs différents, 20 par lieu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires, par sexe, participant aux activités VCA. ➤ Nombre d'actifs créés ou remis en état – cuves à eau, puits de surface, réseaux d'irrigation. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports de suivi des partenaires d'exécution et du PAM. 	<p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>





ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
Troisième résultat escompté: Réduction du nombre d'altercations violentes entre la communauté d'accueil et les réfugiés.	➤ Nombre d'incidents.	➤ Rapports de l'officier de district et de la police.	Signalement de tous les incidents.
Activités: <ul style="list-style-type: none">➤ Identification des bénéficiaires par le PAM et les partenaires d'exécution en collaboration avec les communautés.➤ Mobilisation d'outils et de travailleurs.➤ Adaptation des listes de contrôle et de la base de données qui auraient servi pour l'opération d'urgence.			

ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Examen interne du projet. ➤ Distribution de vivres une fois les jalons intermédiaires atteints. 			
<p>Priorité stratégique 3:</p> <p>Contribuer à l'amélioration de l'état de santé et de la nutrition des enfants, des mères et autres personnes vulnérables</p> <p>Objectif de l'IPSR:</p> <p>Améliorer la santé et la nutrition des enfants souffrant de malnutrition, des femmes enceintes et des mères allaitantes.</p>			
<p>Premier résultat escompté:</p> <p>Réduction de 25 pour cent des taux de malnutrition infantile dans les camps, taux actuels 9 pour cent à Kakuma, 7 pour cent à Dadaab, en pourcentage du taux médian.</p>	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe et nationalité.	Enquêtes nutritionnelles annuelles.	<p>Normalisation des paramètres d'enquête par le HCR et le PAM et respect de ces paramètres.</p> <p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>
<p>Deuxième résultat escompté:</p> <p>Réduction de 25 pour cent du taux d'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés.</p>	Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires ciblés, par âge et par sexe.	Enquêtes nutritionnelles annuelles.	<p>L'anémie est liée à une carence en fer plutôt qu'à d'autres facteurs à déterminer.</p> <p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>
<p>Troisième résultat escompté:</p> <p>Participation accrue de 10 500 femmes et de 3 720 enfants ciblés aux interventions nutritionnelles bénéficiant de l'appui du PAM.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants bénéficiaires. ➤ Nombre de femmes vulnérables bénéficiaires. ➤ Pourcentage de micronutriments fournis par le biais des interventions nutritionnelles bénéficiant de l'appui 	Rapports des partenaires d'exécution.	<p>Système d'acheminement des vivres performant.</p> <p>Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.</p>





ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
	du PAM.		
Activités: <ul style="list-style-type: none">➤ Programme de sensibilisation intensif dans les communautés en vue de déceler la malnutrition chez les enfants.➤ Veiller à ce que les enquêtes nutritionnelles annuelles soient effectuées à temps, qu'elles soient préparées sur la base d'une approche participative et qu'elles soient conformes à la méthodologie standard.			

ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p>Priorité stratégique 4:</p> <p>Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation.</p> <p>Objectif de l'IPSR:</p> <p>Augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaires des enfants réfugiés.</p>			
<p>Premier résultat escompté:</p> <p>Augmentation du nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles assistées par le PAM (20 pour cent à Kakuma et 54 pour cent à Dadaab).</p>	Taux de scolarisation absolu: nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles assistées par le PAM.	Rapport des partenaires d'exécution/rapports de suivi du PAM.	Sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles parallèlement à la mise en oeuvre de programmes d'alimentation scolaire. Système d'acheminement des vivres performant. Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.
<p>Deuxième résultat escompté:</p> <p>Augmentation du nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles assistées par le PAM (36 pour cent à Kakuma et 30 pour cent à Dadaab).</p>	Taux de fréquentation: pourcentage de filles et de garçons présents en classe dans les écoles assistées par le PAM.	Rapports des partenaires d'exécution/rapports de suivi du PAM.	Système d'acheminement des vivres performant. Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.
<p>Troisième résultat escompté:</p> <p>Réduction de 20 pour cent de l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation.</p>	Rapport filles/garçons chez les enfants scolarisés.	Rapports des partenaires d'exécution/rapports de suivi du PAM.	Système d'acheminement des vivres performant. Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.
<p>Quatrième résultat escompté:</p> <p>Distribution de produits alimentaires à 60 000 élèves, 22 250 filles et 37 750 garçons, dans les écoles assistées par le PAM.</p>	Nombre de garçons et de filles bénéficiant de l'aide alimentaire.	Rapports des partenaires d'exécution /Rapports de suivi du PAM.	Système d'acheminement des vivres performant. Bonne collaboration avec les partenaires d'exécution.





ANNEXE III: CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR KENYA 10258.1

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
Activités: <ul style="list-style-type: none">➤ Amélioration de l'infrastructure alimentaire dans les écoles.➤ Calendrier de suivi des écoles bénéficiant de l'aide alimentaire.➤ Élaboration et signature d'un mémorandum d'accord entre les partenaires.➤ Formation des intervenants associés au programme d'alimentation scolaire.➤ Constitution de comités de gestion de l'alimentation scolaire et définition de leur mandat.			

ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
COD	Coûts opérationnels directs
COMPAS	Système d'analyse, de traitement et de suivi du mouvement des produits
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
PDF	Point de distribution finale
PLA	Point de livraison avancé
PS	Priorité stratégique
TC/TI	Télécommunications et technologie de l'information
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome de l'immunodéficience acquise





